

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18974 - 73ÈME ANNÉE

Publication de la dernière Enquête emploi de l'INSEE

Chômage : le découragement augmente

L'Enquête emploi de l'INSEE pour 2017 met le doigt sur le principal problème de La Réunion. En effet, le taux d'activité des travailleurs réunionnais diminue. Ce qui veut dire que le chômage est si important que des milliers de personnes sont découragées et sortent des statistiques officielles des demandeurs d'emploi.

La principale manifestation de la crise à La Réunion est le chômage. Ce phénomène n'est pas nouveau, c'est une conséquence des conditions de l'intégration de La Réunion dans la France. Quand notre île obtient l'abolition du statut colonial le 19 mars 1946, la loi initiée par les députés de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion correspond à une forte revendication sociale de ce qui s'appelait alors « les Quatre vieilles ». Dans ces pays, les syndicats ont réussi à traduire politiquement une revendication, la transformation de la colonie en département français. Ce changement impliquait l'égalité des droits des colonisés avec les citoyens de la métropole. Cela devait permettre l'application immédiate de toutes les lois sociales existant en France. Justement, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la victoire sur le nazisme avait placé les forces progressistes au pouvoir. Elles ont alors appliqué le programme du Conseil national de la résistance. Cela a amené à la création de la Sécurité sociale notamment. À La Réunion, l'égalité prévue au 1er janvier 1947 n'a pas été appliquée. Les seules mesures sociales en vigueur pour toute la population ont concerné l'accès gratuit aux soins et l'assurance vieillesse. Il a donc fallu se battre pour que le droit soit respecté.

vernement confronté à cette situation utilise la richesse d'une jeunesse nombreuse pour dynamiser son économie. Cela suppose donc d'adapter cette économie à la transformation de la société. D'où la recherche de secteurs porteurs susceptibles de fournir du travail à ces jeunes qui arrivent.

Mais à La Réunion, c'est une toute autre politique qui a été menée. Depuis sa colonisation par la France, notre île a été au service de cette métropole. C'est ce qui explique pourquoi son économie s'est organisée autour de la production sucrière. Quand il s'est agi de faire face à l'augmentation rapide de la population à La Réunion, la France a utilisé cet atout pour y prélever une main d'œuvre pour soutenir sa croissance économique pendant la période des « Trente glorieuses ». C'était le BUMIDOM dont l'épisode le plus extrême fut l'affaire des Enfants de la Creuse. À cela s'ajoutait un objectif politique. Pour le pouvoir, il fallait trouver un moyen d'éviter que se renouvelle un mouvement social analogue à celui qui permit d'arracher l'abolition du statut colonial. Les jeunes sont l'élément le plus dynamique d'une société, notamment sur le plan revendicatif. En organisant l'exil d'une grande partie de cette jeunesse, le gouvernement pensait désamorcer l'action revendicative.

de la décolonisation au chômage de masse actuel. La Réunion a connu d'importantes pertes créées par la ruine de l'agriculture marquée par la fin du géranium, du tabac, de la vanille et la crise de la canne à sucre ; par la fin du chemin de fer et par la mise en concurrence de son industrie avec celle de la France. Elles n'ont pas été compensées par la création de nouveaux secteurs d'activité permettant d'absorber une main d'œuvre nombreuse. Aujourd'hui, le chômage est si important que les statistiques officielles sont en dessous de la réalité. En effet, le taux de chômage prend en compte la population active. Or cette dernière ne regroupe pas toutes les personnes susceptibles d'être en activité à La Réunion. Dans sa dernière enquête, l'INSEE relève une augmentation du « halo » autour du chômage. Selon la définition du BIT, 79.000 personnes sont au chômage. Mais 62.000 souhaitent aussi travailler mais sont considérées comme inactives dans le sens du BIT. « La plupart des personnes du halo n'effectuent pas de recherche active d'emploi : le découragement en est la première cause. Les hommes sont plus souvent découragés que les femmes, y compris chez les jeunes. Ce « halo » a augmenté de 6.000 personnes depuis 2014.

Ceci souligne bien l'urgence d'une nouvelle politique à La Réunion. Et ces données montrent que cette nouvelle politique doit se situer en rupture avec tout ce qui s'est fait avant. C'est la condition nécessaire pour que les Réunionnais retrouvent l'espoir d'un avenir meilleur.

Responsabilité de la France

Ceci s'est fait dans un contexte de forte progression démographique. Dans n'importe quel pays, un gou-

Urgence d'une nouvelle politique

Le résultat de cette politique a été le non-développement de La Réunion. Notre île est passée d'une situation de plein emploi au début

M.M.

Enquête emploi 2017

Baisse du taux d'activité

L'INSEE a présenté hier sa dernière publication, l'enquête emploi 2017. Voici son contenu.

Pour la deuxième année consécutive, la population active baisse à La Réunion, notamment chez les jeunes et les hommes. Le taux d'emploi n'augmente pas cette année. Et après trois années de baisse, le taux de chômage cesse de diminuer. Il reste stable à 23 % en 2017. Depuis 2014, le « halo » autour du chômage a augmenté de 6 000 personnes, dont une bonne part se sont retirées du marché du travail.

En 2017, la population active de La Réunion comprend 343 000 personnes. Sur 100 personnes en âge de travailler, 62 sont en emploi ou au chômage en 2017. Pour la deuxième année consécutive, ce taux d'activité diminue alors qu'il avait tendance à augmenter depuis le début des années 2000.

Moins de jeunes et moins d'hommes sur le marché du travail

Le recul de l'activité est particulièrement marqué chez les jeunes de 15 à 29 ans. Après une hausse jusqu'en 2010, le taux d'activité des jeunes est redescendu au niveau du début des années 2000 : seulement 43 % des jeunes Réunionnais sont en emploi ou au chômage aujourd'hui, contre 50 % en 2010.

Ce recul de la population active s'explique aussi par une participation moindre des hommes au marché du travail : 68 % sont en emploi ou au chômage, contre 70 % jusqu'en 2014.

Quant aux femmes, leur taux d'activité se stabilise autour de 56 %,

alors qu'elles étaient massivement arrivées sur le marché du travail entre 2007 et 2010 (+ 5 points). Les jeunes femmes sont particulièrement peu présentes sur le marché du travail : 38 % contre 49 % pour les jeunes hommes.

Si les Réunionnais sont moins actifs qu'auparavant, c'est notamment parce que ceux qui sont sans emploi basculent vers l'inactivité plutôt que vers le chômage.

Des créations d'emplois insuffisantes pour faire baisser le taux de chômage

Contrairement aux trois années précédentes, les créations d'emplois n'ont pas été suffisantes pour faire baisser le taux de chômage en 2017. Il reste stable à 23 % après trois années de baisse. Selon les données provisoires de l'Acoss, l'emploi dans les secteurs marchands a été moins dynamique qu'en 2016. Et le nombre de contrats aidés, dont la majorité concernent le secteur non marchand, a fortement baissé. En octobre 2017, selon les données les plus récentes, 24 800 Réunionnais bénéficiaient d'un contrat aidé, soit 3 600 de moins qu'un an auparavant. Depuis la crise économique et financière de 2008 et 2009, c'est la première fois que le taux d'emploi cesse d'augmenter. Sur 100 personnes en âge de travailler, 47 sont en emploi en 2017.

Le taux de chômage est à présent au même niveau pour les femmes que pour les hommes. C'est pour les jeunes hommes âgés de 15 à 29 ans que la situation se dégrade le plus : leur taux de chômage augmente de

4 points.

Le « halo » autour du chômage augmente

En plus des 79 000 chômeurs au sens du BIT, 62 000 personnes sans emploi souhaitent également travailler à La Réunion. Elles sont toutefois considérées comme inactives au sens du BIT. Elles constituent le « halo » autour du chômage, frontière entre inactivité et chômage. Celui-ci a augmenté de 6000 personnes depuis 2014, alimenté par le basculement de nombreux actifs vers ce halo plutôt que vers le chômage. La plupart des personnes du halo n'effectuent pas de recherche active d'emploi : le découragement en est la première cause. Les hommes sont plus souvent découragés que les femmes, y compris chez les jeunes.

Au total, 141 000 personnes souhaitent ainsi travailler en 2017, qu'elles soient au chômage ou dans le halo. Après une diminution ces deux dernières années, les Réunionnais sans emploi et souhaitant travailler sont plus nombreux cette année.

Le travail à temps partiel concerne 23 % des salariés à La Réunion en 2017. Plus de la moitié d'entre eux désireraient travailler davantage : 13 % des salariés sont ainsi en situation de sous-emploi, c'est-à-dire à la frontière entre emploi et chômage. Comme en 2016, les femmes sont deux fois plus concernées que les hommes.

In kozman pou la rout

« Konplimant pa in moun granmatin pou agonir ali lo soir »

Lo tan souvan dé foi lé shanjan. Talèr solèye i poik. Talèr, la plui i grinn. Alèrt gro plui ! Alèrt gro mèr ! Ménas siklonik, kalm pla dsi lo péi. Mé, lo tan sé lo tan alé oir lo zimèr d'moun sé in n'ot afèr. Lé vré désèrtin moun néna, konm i di l'égalité d'zimèr, mé néna désèrtin dé foi zot lé zantiy konm in pla lantiy, défoi zot lé an loun tanpète. Pli pir, zot lé inprévizib é sa sé in n'afèr lé dir pou ankésé, lé dir pou siporté. Solman si in moun lé konmsa é si lé z'ot moun i fé savoir ali, aköz li arivré pa a sirmont son z'ékar d'imèr ? Sof si sé in vré maladi é dann ka-la la médsine néna sousi pou fé. Alé ! Mi kite azot kalkil la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Les bombardements aggravent la situation en Syrie

La nuit dernière, les armées des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont mené des bombardements en Syrie. L'opération fait suite à une attaque aux armes chimiques dont les responsabilités ne sont pas établies. Plusieurs thèses s'affrontent. De leur côté, les dirigeants occidentaux affirment qu'elle provient de l'armée syrienne. Ailleurs dans le monde, ce point de vue n'est pas partagé. Ainsi la Russie dénonce une manipulation. Elle rappelle qu'après la libération d'une contrôlée par les terroristes en Syrie, une usine d'armement comprenant un arsenal d'armes chimiques a été découvert. Ce qui veut dire que ce sont des groupes terroristes qui détiennent ces armes de destruction massive. Par ailleurs, les armes chimiques détenue par l'armée syrienne ont été détruites sous supervision internationale. Ceci souligne donc une certitude : les opposants du gouvernement syrien ont eu les moyens de fabriquer des armes chimiques. Quant à l'armée syrienne, si son arsenal a été démantelé, aucune preuve n'existe au sujet de sa reconstitution. D'où la proposition du secrétaire général de l'ONU : une enquête internationale impartiale.

Cette incertitude existe même dans une déclaration du gouvernement britannique visant à justifier les bombardements. Le complexe militaire attaqué est « supposé conserver des armes chimiques ». Une supposition n'est pas une certitude. C'est pourtant sur cette base que trois dirigeants de pays de l'OTAN ont décidé de bombarder un État souverain sans déclaration de guerre.

Le comportement de ces dirigeants montre un aspect de la démocratie à l'occidentale. Bien entendu ces bombardements ont été faits sans que les parlementaires puissent être au moins consultés. Ensuite, ils ont été perpétrés sans aucun mandat de l'ONU. Ce sont juste trois puissances militaires qui ont mobilisé une partie de leurs arsenal pour faire une démonstration de force. Dire que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France veulent se donner l'image de patries des droits de l'Homme.

Ces bombardements ne vont pas contribuer à faire baisser la tension dans une des régions du monde les plus instables. C'est au contraire la négociation qui doit prévaloir pour une solution à la guerre civile en Syrie.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir Laramé-katriyèm morso

Bondyé l'avé di Laramé : fé pa sak mi fé, fé solman sak mi di aou fé. Mé konm nou la vi Laramé néna tèt dir é oila ké li sèye amont Bondyé koman li lé bon. Lé vré Bondyé i dovine par avans lo mové plan lo vyé solda é li port antansyon sak son konpagnon l'aprè fé. Solman bondyé lé bon, sé pou sa i apèl ali Bondyé bondyé i suiv sak Laramé l'apr é fé dsi la tèr.

L'avé inn foi, mésyé lo foi la manz son foi èk in grinn sèl.

Donk Laramé i pé pa s'anpèsh propoz son l'ède in bann propriyèrtèr in karo mapinm. Ala ké li di banna li lé kapab ramas tout lo zépi mapinm avan la plui i ariv. Ala ké banna lé dakor é i donn ali in boîte zalimète. Ala ké li mète dofè dann karo mapinm é ala ké lo fé i bril dann in n'instan total é kapital. Mé kan lo bann ramasér mapinm i ariv shé zot na poin in sèl bal mapinm dann farfar. Oté ! Banna i rode tyé lo Laramé. I réklam ali lo rékolt é biensir li gingn pa rann azot z'ot bien.

Laramé i san son poi lé o fé éli domann Bondyé : Bondyé nout dé ou i koné anou bien, Ou i oi dann kèl traka moin lé la ? Tir amoin d'afè... mi rofèr ar pi. Konm Bondyé lé konplézan avèk Laramé, i vien vite a son sékour é toutsuit pou toutsuit in kantité sak mapinm i anpil inn dsi l'ot dann farfar é bann moun i tonm dakor avèk Laramé. Vitman vitman, i kui manzé, vitman vitman i fé salad avèk rogaye san konté in vèr d'vin silaos é l'afè lé fète.

Kan i domann Laramé kosa li vé an pèyman son bon travaye, li réponn : donn amoin inn-dé katsou é sar mon pèyman pou zordi. Bondyé dann syèl i di : lé bien Laramé, ou la pa tir banna o ki é sa sé in bon n'afè. Astèr pran out shomin, mète aou an rout épi kontinyé bate out karé.

Kriké Mésyé ! Kraké madam ! La klé dann mon posh ! La taye dann out sak ! L'avé inn foi mésyé lo foi la manz son foi èk in grinn sèl.

Laramé i marsh, i marsh, i marsh mèm. Li la fine fé in bon distans é konm son vant lé plin, konm somèye i pèz ali atèr, li déside dor in pé an atandan solèye i lèw é li ropran son shomin. Li lé sitèlman fatigé, li tonm si tèlmann somèye ké san tardé li ral son karang ziska landomin.

Zistoir la pankor fini-i tard pa ni artrouv sin kyèm morso.

Justin